



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Unité Départementale de la Gironde**

### **Arrêté**

**Portant une mise en demeure et des mesures d'urgences relative à l'exploitation d' une installation de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux et de déchets dangereux, et d'une installation de compostage de déchets organiques par la société PENA ENVIRONNEMENT sur la commune de Saint-Jean-d'Illac**

**Le préfet de la Gironde  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le Code de l'Environnement, son titre VIII du livre I, son titre I du livre V relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 171-11, L. 511-1, L. 512-20, L. 514-5, L. 514-7 et ses articles R. 512-69, R. 512-70 ;

**VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**VU** l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en particulier l'article 27 (COV) ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 novembre 2008 pour l'exploitation d'une installation de tri, transit, regroupement de déchets dangereux et de compostage de déchets verts, en particulier l'article 3.1.6.2 ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 05 août 2022 encadrant l'exploitation des installations, en particulier l'article 10.1 ;

**VU** l'étude technico-économique transmise par l'exploitant par courriel du 07 octobre 2025 établie par la société INGETECH et décrivant notamment la gestion hydraulique des eaux pluviales (potentiellement polluées et non polluées) du site ;

**VU** le bilan initial de composés organiques volatils (COV) (rapport n°AQUP240593-24-62-R1 réalisé par ANTEA GROUP) daté du 28 mai 2025 et transmis à l'inspection des installations classées en date du 08 novembre 2025 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées daté du 22 janvier 2026, faisant suite aux constats de non-conformités majeures aux conditions d'exploitation établis lors de la visite d'inspection du 10/12/2025 et suite aux échanges avec l'exploitant en date du 13/01/2026 ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure portant mesures d'urgence transmis à l'exploitant le 22 janvier 2026 ;

**VU** les observations formulées par l'exploitant par courriel du 20 janvier et la réunion en date du 30 janvier 2026 tenue entre l'exploitant et les services de l'inspection ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 10.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 08 août 2022 susvisé interdit tous rejets d'effluents aqueux dans le milieu naturel dans l'attente de la remise en état de la station de traitement (STEP) et du respect des valeurs limites d'émissions dans l'eau. La réinjection des eaux de la lagune dans les procédés du site est autorisée ;

**CONSIDÉRANT** par ailleurs qu'une dilution des eaux polluées au sein d'une lagune ne constitue en aucun cas un système épuratoire permettant un rejet au milieu naturel ; ce point ayant été précisé à l'exploitant par courriel daté du 03 février 2026 ;

**CONSIDÉRANT** que, suite à un échange téléphonique avec l'exploitant en date du 13 janvier 2026 concernant le bilan hydrique du site, il est apparu que les dispositifs censés retenir les eaux polluées du site sont fuyards (sont ainsi concernés la lagune de collecte des eaux pluviales polluées et les bassins en amont) ;

**CONSIDÉRANT** qu'actuellement il est impossible de déterminer avec certitude l'emplacement de la (les) fuite(s) au niveau des bassins et de la lagune ;

**CONSIDÉRANT** également que :

- l'étude technico-économique réalisée par INGETECH et transmise par l'exploitant à l'inspection des installations classées en date du 07/10/2025 prévoit la couverture des déchets dangereux avant le réemploi des eaux pluviales pour l'arrosage des andains de compostage de déchets verts afin d'éviter tout risque de pollution en provenance de la zone de déchets dangereux ;
- le rapport d'inspection du 18 septembre 2025 indiquait dans sa fiche de constats n°2 que *« toute reprise des réinjections d'eau sur site devra faire l'objet d'une information auprès de l'inspection des installations classées. »*

**CONSIDÉRANT** par ailleurs que l'article 27 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 susvisé prévoit le respect de valeurs limites d'émissions pour les composés organiques volatils (COV) en fonction de flux de polluants rejetés dans l'atmosphère (concentration limite de 20 mg/m<sup>3</sup> applicable à partir d'un flux de 100 g/h) ;

**CONSIDÉRANT** également que l'article 3.1.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 novembre 2008 susvisé prévoit la réalisation d'une étude technico-économique de réduction des émissions de COV dans un délai de 6 mois et la mise en œuvre de la meilleure technologie disponible ainsi identifiée pour réduire les émissions dans un délai maximal de 12 mois. À l'issue, l'article 3.1.6.2 impose que les valeurs limites d'émission applicables devront être respectées ;

**CONSIDÉRANT** que le bilan initial de COV (rapport n°AQUP240593-24-62-R1 réalisé par ANTEA GROUP) daté du 28 mai 2025 et transmis à l'inspection des installations classées en date du 08 novembre 2025 met en évidence :

- que le flux total des COV mentionnés à l'annexe III de l'AM du 02 février 1998 susvisé est estimé à 2481 g/h ;
- que les points pour lesquels le flux est supérieur à 100 g/h et la concentration globale est supérieure à 20 mg/m<sup>3</sup> sont les points 7 (bassin tampon) et 8 (bassin d'aération) ;
- que pour ces deux points, les valeurs mesurées et les composés retrouvés sont les suivants :
  - point n°7 :
    - flux égal à 1834,7 g/h et concentration de 407,3 mg/Nm<sup>3</sup> ;
    - les composants retrouvés sont le dichlorométhane (407 mg/m<sup>3</sup> et 1,8 kg/h) et l'hexane (187 mg/m<sup>3</sup> et 0,845 kg/h). Il a également été détecté du : plomb, decane, undecane, DMS (sulfure de diméthyl) et DMDS (disulfure de diméthyl) ;
  - point n°8 :
    - flux égal à 456,3 g/h et concentration de 84,5 mg/Nm<sup>3</sup> ;

- les composants retrouvés sont le dichlorométhane (83,9 mg/m<sup>3</sup> et 0,452 kg/h) et l'hexane (67,5 mg/m<sup>3</sup> et 0,364 kg/h). Il a également été détecté du : plomb, DMS (sulfure de diméthyl) et DMDS (disulfure de diméthyl) ;
- que le dichlorométhane et l'hexane sont des substances dangereuses classées respectivement, par voie d'inhalation :
  - cancérogènes pour le dichlorométhane ;
  - mortelles et reprotoxiques pour l'hexane ;
- que ces eaux pluviales sont ré-employées dans le process d'arrosage des andains de compostage des déchets verts ; qu'aucun justificatif fourni à ce jour ne permet de démontrer l'absence des substances provenant de ces eaux d'aspersion dans le compost normé ;

**CONSIDÉRANT** également que l'exploitant n'a pas informé l'inspection des résultats non-conformes du bilan initial COV du 28 mai 2025, alors même que le site est suivi par un inspecteur attitré chargé du suivi du site et qu'une inspection s'est déroulée le 10 décembre 2025 dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection et que l'exploitant avait été informé en amont de la tenue de cette dernière ; qu'il n'a mis en place aucun plan d'actions à l'issue du rapport de mesures afin de remédier à cette non-conformité et limiter les risques associés ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 10.1 de l'arrêté préfectoral du 08 août 2022, 3.1.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 novembre 2008 et 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisés ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient en application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 10.1 de l'arrêté préfectoral du 08 août 2022, de l'article 3.1.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 novembre 2008 et de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisés ;

**CONSIDÉRANT** que cette situation fait par ailleurs courir un risque sérieux :

- de dispersion dans l'environnement (craste de Laperge et berges, lac voisin, eaux souterraines, sols) des pollutions aux substances dangereuses présentes d'une part dans les effluents aqueux retenus dans les différents bassins de rétention du site et, d'autre part, dans les composts de déchets verts commercialisés par cette société ;
- pour les salariés du site et notamment l'agent en charge du fonctionnement de la STEP susceptible d'inhaler les émanations des bassins de rétention ;
- pour les salariés de l'entreprise VOILA implantée à environ 200 mètres.

**CONSIDÉRANT** qu'en application du même article du Code de l'environnement, il convient d'imposer des mesures d'urgence afin de prévenir la propagation des pollutions au milieu naturel et en particulier dans : la nappe affleurante, la craste de Laperge, le lac situé à proximité directe du site ; d'éviter la production et l'évacuation hors du site du compost tant que son caractère non dangereux n'aura pas été démontré, ainsi qu'éviter d'exposer des personnes à des émanations de COV ;

**CONSIDÉRANT** que dans sa réponse transmise par courriel du 20 janvier 2026 et à l'oral lors de la réunion en date du 30 janvier 2026 au contradictoire sur le projet d'arrêté de mise en demeure avec mesures d'urgence, le souhait de l'exploitant de rejeter les eaux de la lagune au milieu naturel est impossible au vu de la situation qui perdure depuis plusieurs années à savoir l'absence d'entretien de la STEP interne au site et de l'interdiction formelle de rejet formulée par APC du 08 août 2022 ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde ;

## ARRÊTE

### **ARTICLE 1 - PORTÉE DE L'ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE**

Les bassins de rétention d'eau du site mentionnés dans le présent article sont les suivants : le bassin d'aération ; le bassin tampon ; la lagune.

Les substances dont il est fait référence dans le présent article en tant que paramètres ou substances retrouvées dans le bilan initial d'émission des COV susvisé aux points n°7 et 8 sont les suivantes : dichlorométhane, hexane, plomb, decane, undecane, sulfure de diméthyl et disulfure de diméthyl ;

La société PENA ENVIRONNEMENT est mise en demeure, à compter de la notification du présent arrêté préfectoral, de respecter les dispositions de :

- l'article 10.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05 août 2022 :
  - de pomper les eaux des trois bassins de rétention (lagune, bassin tampon et aération) et en condamnant l'entrée de la STEP (fermeture de la vanne d'entrée ou toute autre mesure équivalente) sous **1 mois**. L'évacuation des eaux contenues dans ces derniers sont évacuées dans les filières autorisées. En aucun cas ces dernières ne doivent être rejetées au milieu naturel ;
- l'article 27 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 susvisé :
  - au choix :
    - en diligentant sous **deux mois** une campagne de mesure des émissions COV afin d'identifier la source des émanations d'hexane et de dichlorométhane au droit des trois bassins de décantations du site ;
    - en indiquant immédiatement à l'inspection cette cause si cette dernière venait à être identifiée par l'exploitant (produits utilisés dans le fonctionnement de la STEP, autre) assorti de tout élément justificatif utile (FDS, etc.) ;
  - en déposant sous **5 mois** une étude technico-économique concernant la (les) meilleure(s) technique(s) disponible(s) en vue de réduire les émissions de COV ;
  - en mettant en œuvre sous douze mois les meilleures techniques disponibles en vue de réduire les émissions de COV.

### **ARTICLE 2 – MESURES D'URGENCE**

**Concernant** le risque de propagation des pollutions au milieu naturel, avant toute réutilisation des bassins, l'exploitant est tenu de :

- curer les bassins ainsi vidés sous 2 mois. Les justificatifs (traçabilité des déchets) devront être transmis à l'inspection à réception ;
- s'assurer de l'intégrité du caractère imperméable des trois bassins de rétention des eaux pluviales du site sous **3 mois**, ou en mettant en œuvre toute autre mesure de gestion et de traitement des eaux susceptibles d'être polluées ;
- de transmettre sous **3 mois** un nouveau bilan hydrique du site afin de confirmer l'étanchéité des bassins et ainsi éviter tout rejet d'effluents aqueux au milieu naturel.

Tant que les bassins ne sont pas rendus opérationnels (étanchéité et équipements), l'exploitant s'organise pour évacuer ses eaux en filières autorisées. À cet effet, il transmet sous 15 jours l'organisation projetée.

Les rejets d'effluents aqueux restent interdits, excepté les eaux de toiture.



**Concernant** les risques relatifs aux émanations de COV, l'exploitant met en place les mesures suivantes :

1. il cesse **sans délai** tout arrosage des andains de compost avec les eaux de recirculation du site ;
2. il cesse **sans délai** toute sortie de compost (déchet ou produit normé) excepté pour envoi en filière de traitement de déchets dangereux (incinération). Une analyse sur les substances retrouvées dans le bilan initial d'émission des COV susvisé concernant les lots de compost est demandée sous **15 jours** ;

**En cas de présence de substances dangereuses mentionnées à l'article 1 du présent arrêté :**

3. **sous 15 jours** l'analyse de la cause des émissions de dichlorométhane en provenance des tas de déchets verts. L'exploitant veillera à présenter la **provenance** de ces déchets, l'usage antérieur des végétaux les cas échéant, et la **liste** des apporteurs ;

**Dans tous les cas :**

4. il organise **sous un mois** :
  - une surveillance des sols situés au droit et autour des berges de la craste de Laperge en amont et aval du site en recherchant l'ensemble des substances retrouvées dans le bilan initial d'émission des COV susvisé aux points n°7 et 8 ;
  - une surveillance **mensuelle** d'une **durée de 6 mois** en amont et aval de la craste pour :
    - l'ensemble des paramètres prévu par l'article 9.14 de l'APC du 05 août 2022 ;
    - l'hexane et le dichlorométhane ;
  - une surveillance mensuelle de la nappe d'une **durée de 6 mois** en amont et aval du site ;
  - des prélèvements d'eaux dans le lac à proximité directe du site pour recherche des composés retrouvés dans le bilan initial d'émission des COV susvisé ;
  - une analyse du compost présent sur site avec une recherche des composés retrouvés dans le bilan initial d'émission des COV susvisé aux points n°7 et 8 ;

Les documents de traçabilité des déchets devront être transmis à l'inspection sous 8 jours après réception.

L'exploitant informe **mensuellement** l'inspection des avancées des travaux.

**ARTICLE 3 - REPRISE DE L'ARROSAGE DES ANDAINS ET DE LA SORTIE DU COMPOST FINI**

L'arrosage des andains de compostage de déchets verts et la sortie des lots finis de compost reprendront sous réserve de la démonstration que les eaux employées et les lots finis sont non pollués par les substances retrouvées dans le bilan COV susvisé. Les justificatifs sont transmis à l'inspection des installations classées au préalable.

**ARTICLE 4 – FRAIS**

Tous les frais occasionnés par les études, analyses et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

**ARTICLE 5 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément à l'article **L.171-11 du code de l'environnement**, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée par l'exploitant à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, soit dans un délai de deux suivant la date de notification du présent arrêté.

Toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécourrs citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

#### **ARTICLE 6 - PUBLICITE**

Conformément à l'article **R.171-1 du code de l'environnement**, le présent arrêté est publié sur le site internet (<http://www.gironde.gouv.fr>) de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

#### **ARTICLE 7 - EXÉCUTION**

Le présent arrêté sera notifié à la société PENA ENVIRONNEMENT.

Une copie en sera adressée à :

- Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Gironde,
  - Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine,
  - Monsieur le Maire de la commune de **Saint-Jean-d'Ilac**,
- qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Bordeaux, le **10 FEV. 2026**

Le Préfet,

  
~~Pour le Préfet~~ **par délégation**  
**le Secrétaire Général**

François DRAPÉ